

La participation des femmes dans les luttes armées : une grille d'analyse féministe transversale

Jules Falquet¹

Le présent article propose ici une grille de lecture générale et systématique qui éclaire la participation des femmes à toutes sortes de luttes armées très diverses, et permet d'analyser cette participation *à partir des intérêts des femmes elles-mêmes*. Permettant un examen critique serré des organisations armées, cet outil ne vise pas à donner des "bons ou des mauvais points" aux différentes organisations —les exemples ont donc été volontairement limités au maximum. Il s'agit essentiellement d'être mieux outillé-e pour une possible transformation des fonctionnements problématiques qui seraient apparus.

Le texte présente d'abord les perspectives d'analyse classiques de la participation des femmes aux luttes armées, leurs résultats puis leurs limites —liées au fait de percevoir cette participation comme extraordinaire, mais aussi à un certain naturalisme et au manque de bases théoriques féministes. On y voit ensuite l'utilité de "normaliser" cette participation et de l'observer dans la continuité des rapports sociaux de sexe, race et classe existant en temps de paix —et notamment de la considérer comme un véritable travail, au sens marxien. On examine en particulier trois points : la division des tâches, la gestion des relations affectives et sexuelles et enfin la question de la "conciliation" avec les responsabilités familiales. Dans une dernière partie, on envisage finalement la question dérangeante de la rétribution et la reconnaissance du travail armé des femmes, puis leurs luttes pour acquérir un certain contrôle sur ce travail dans lequel elles sont engagées.

L'actuelle fascination autour des combattantes Kurdes, surmédiatisées depuis la bataille de Kobané à l'automne 2014 et placées dans une symétrie inverse avec les jeunes « djihadistes » de Syrie, réactualise les débats sur les femmes dans les luttes armées. Une fois de plus, érigée en enjeu de poids pour toutes sortes d'acteurs aux intérêts très variés, la participation des femmes dans les luttes armées se trouve paradoxalement placée sous le double signe d'une survisibilité et d'une relative méconnaissance.

Pourtant, depuis la guerre du Vietnam, en passant par la lutte palestinienne ou les guérillas centraméricaines et la plus récente rébellion néo-zapatiste au Mexique, la participation des femmes dans ces luttes armées anti-coloniales, nationalistes, ethnico-religieuse et/ou révolutionnaires, a déjà fait couler beaucoup d'encre. On sait que de nombreux acteurs, aux buts très divers et parfois opposés (les organisations politico-militaires dans lesquelles ces femmes agissent, les adversaires de ces organisations, les médias alignés ou non avec ces différents acteurs), déploient de considérables efforts en vue d'augmenter cette participation, mais aussi de

¹ Je remercie Camile Boutron, Sarah Guillemet, Nasima Moujoud et Andrea Marcela Téllez Barrera, pour leurs précieux commentaires sur ce travail.

la donner à voir de telle ou telle manière. En d'autres termes, elle fait l'objet de toutes sortes de tentatives d'instrumentalisation, rendant particulièrement difficile son observation sereine et sérieuse.

Analysant moi-même la participation des femmes à des luttes armées depuis presque vingt-cinq ans, d'abord au Salvador pour ma thèse, puis à propos du soulèvement zapatiste au Chiapas (Mexique)², mais également dans le Sud du continent et dans une moindre mesure, en Europe et au Kurdistan, j'ai suivi plusieurs pistes successives. J'ai d'abord tenté, tout simplement, de rendre visible la participation des femmes, généralement sous-documentée, puis d'en analyser les modalités —ce qui m'a amenée à me pencher sur ses « bénéfiques » pour les femmes, mais aussi ses limites. Cela impliquait à son tour d'examiner la période ayant précédé cette participation, pour comprendre ce qui l'avait permise, restreinte ou empêchée, et en définitive façonnée. De plus, mes recherches au Salvador ayant commencé juste après le cessez-le-feu, je me suis aussi interrogée sur la « démobilisation », le retour à la vie civile et ce qui se produisait *après* l'engagement politico-militaire. Or, on sait que les femmes appelées en renfort dans les moments de crise et de guerre, sont souvent renvoyées dans leurs foyers ensuite. Le Salvador ne faisait pas exception, alors même que la guérilla avait mis en avant la « formation de femmes et d'hommes nouveaux » et une volonté d'égalité des sexes. Je fus ainsi amenée à réfuter l'idée d'exceptionnalité du moment de la guerre (même révolutionnaire) et à souligner au contraire les profondes continuités qui existaient avec le temps conçu comme étant de paix. Ce changement décisif de perspective me permit d'appliquer à la participation des femmes dans les luttes armées, un concept de la vie « civile » et même féministe, forgé pour étudier le travail ou la participation politique : la *division sexuelle du travail*. Je proposai finalement comme analyseur, le concept de *division sexuelle du travail révolutionnaire*. Aujourd'hui, afin d'analyser un ensemble très large de luttes armées dont certaines s'appuient sur des valeurs plutôt conservatrices, j'utiliserai plutôt le concept de *division sexuelle du travail armé*³.

Je proposerai ici une *grille de lecture générale et systématique* qui permette de voir plus clair dans la participation des femmes à toutes sortes de luttes armées très diverses, et d'analyser cette participation *à partir des intérêts des femmes elles-mêmes*. Permettant un examen critique serré des organisations armées, cet outil n'a aucunement pour but de minimiser ou de déprécier la participation des militantes, ni de donner des « bons ou des mauvais points » aux organisations. C'est l'une des raisons pour lesquelles je me suis efforcée de limiter au strict minimum les exemples —qui auraient par ailleurs considérablement alourdi le texte. Chacun-e pourra ainsi plus sereinement penser aux réalités qui lui sont familières. Et au terme de la lecture, si les différentes organisations auxquelles on a pensé offrent un tableau complexe, et probablement décevant, il s'agit moins de sombrer dans le nihilisme ou de les vouer aux gémonies, que d'être mieux outillé-e pour une possible transformation des fonctionnements problématiques qui seraient apparus.

Je présenterai d'abord les perspectives d'analyse classiques de la participation des femmes aux luttes armées, leurs résultats puis leurs limites —liées au fait de percevoir cette participation comme extraordinaire, mais aussi à un certain naturalisme et au manque de bases théoriques féministes. On verra ensuite l'utilité de « normaliser » cette participation et de l'observer dans la continuité des rapports sociaux de sexe, race et classe existant en temps de paix —et notamment

² On trouvera les textes concernés en bibliographie.

³ Deux précisions s'imposent : ce concept ne prétend pas être adapté pour analyser la situation dans les armées régulières (il peut éventuellement être utile, mais cette question dépasse le cadre de mon propos). Par ailleurs, la participation à la plupart des « luttes armées » n'implique pas d'être tout le temps armé-e, pas même sur les fronts de guerre ou dans les maisons de sécurité, où les longues périodes d'inactivité sont souvent la règle. De plus, certaines personnes portent une arme pendant des années, sans l'utiliser pour tuer ni blesser personne, voire sans l'utiliser du tout (notamment, des femmes).

de la considérer comme un véritable travail, au sens marxien. J'examinerai en particulier trois points : la division des tâches, la gestion des relations affectives et sexuelles et enfin la question de la « conciliation » avec les responsabilités familiales. Dans une dernière partie, j'envisagerai finalement la question dérangeante de la rétribution et la reconnaissance du travail armé des femmes, puis leurs luttes pour acquérir un certain contrôle sur ce travail dans lequel elles sont engagées.

1. Les perspectives classiques : exceptionnalité et triomphalisme sur fond de naturalisme

Les deux grandes perspectives d'analyse que l'on va présenter ici sont celles que proposent en général les organisations elles-mêmes et leurs militant-e-s, tout autant que la plupart des observateur-e-s. Elles ont en commun de postuler un fort contraste entre une situation initiale où les inégalités entre les sexes sont particulièrement marquées, voire caricaturales, et un "pendant" où la participation des femmes conduit à une transformation spectaculaire et globalement positive. L'espace-temps de l'engagement des femmes y est ainsi présenté comme exceptionnel, détaché du reste de la société et de son évolution, et les femmes (comme les hommes) tendent à être homogénéisées et essentialisées.

A. Les discours psycho-sociologiques : nouveaux rôles, nouvelles identités

La première grande ligne d'analyse, qui peine à se distinguer d'un discours de sens commun, met l'accent sur la transformation des rôles et/ou des identités de genre « traditionnelles ». Ce sont souvent les militantes elles-mêmes qui produisent ce discours, immédiatement repris par les organisations armées et bon nombre des observateur-e-s extérieur-e-s, frappé-e-s par le caractère « extraordinaire » des femmes en armes. Manipulant stratégiquement le paradoxe, les militantes elles-mêmes prennent parfois appui sur leurs rôles féminins les plus légitimés, pour justifier leur transgression de certaines normes (« parce que nous donnons la vie, nous voulons la changer »). Cette grille d'interprétation rencontre un écho très favorable en psychologie sociale et dans une partie de la sociologie, où l'adoption souvent récente de perspectives « de genre » et « queer » se résume à l'idée qu'il existe des rôles de sexe différents, binaires et arbitraires, devant être bousculés. S'y greffent la plupart des travaux qui se développent aujourd'hui sur la masculinité, repris notamment dans une partie des travaux sur le pacifisme et l'antimilitarisme des femmes.

Ces discours, qui vont du plus naïf au plus fouillé, s'organisent autour de trois points. D'abord, un étonnement admiratif (ou horrifié) devant la capacité des femmes à « transgresser » les normes de la « féminité traditionnelle/naturelle » —en particulier, en recourant à la violence voire à l'assassinat, qui feraient absolument horreur aux femmes, ou en risquant leur vie autrement qu'en accouchant. Ensuite, l'idée qu'on assisterait à une remise en cause parallèle et salutaire de certaines normes de la masculinité. Ainsi, les militantes, poussées à se « masculiniser » mais critiquant finalement cette obligation, mettraient en question le modèle héroïque du « guérillero/révolutionnaire/militant/martyre » masculin. Enfin, chercheur-e-s comme militant-e-s insistent généralement sur le fait que ces transgressions ne remettent pas fondamentalement en cause la binarité des genres et une hétérosexualité de bon aloi. Les guérillères savent rester féminines (et les guérilleros, de « vrais hommes »), elles gardent toujours une robe ou un bâton de rouge à lèvres au fond de leur sac à dos, continuent à rêver de famille et de maternité, et demeurent plus douces, plus compréhensives que leurs homologues masculins. En quelque sorte, elles « humaniseraient » la lutte armée —ce qui constituerait un élément positif de leur participation et la rendrait plus défendable malgré son caractère profondément anormal.

Les limites de cette perspective sont nombreuses. D'abord, elle se base sur une conception souvent très réductrice de ces rôles/identités de genres, qui sacralise un « devoir-être » féminin théorique fort éloigné de la réalité des pratiques —marquées par la diversité des comportements et leur historicité. De fait, ces fameuses « normes de genre » ont été largement dénoncées comme reflétant l'universalisation classiste et raciste de phénomènes propres aux classes moyennes blanches contemporaines. Dans un ordre d'idées légèrement différent, en résumant l'engagement et la participation à une transgression individuelle de normes, cette perspective peut renvoyer à une exceptionnalité difficilement reproductible, réduisant la participation à la lutte à un coup de folie ou à l'enthousiasme de la jeunesse, à une époque elle-même exceptionnelle. On comprend à quel point cette approche tend à effacer les facteurs sociologiques structurels qui sous-tendent l'entrée dans la lutte armée, et surtout toute leur dimension de conviction personnelle —en d'autres termes, à les dépolitiser. Enfin et surtout, la lecture en termes de transformation des rôles ne permet guère de comprendre pourquoi les changements durent si peu dès que les femmes concernées quittent l'organisation ou que le processus global de lutte prend fin. Pire : elle donne une certaine légitimité aux régressions d'après-guerre, quand les femmes sont poussées à retourner le plus vite possible « à la normale » et à reprendre leur place au sein de l'institution familiale —comme s'il s'agissait, finalement, d'un juste retour à des normes saines et naturelles dont les femmes n'auraient jamais dû s'éloigner.

B. Les discours « politiques » : sortir des cuisines, une participation révolutionnaire en soi

La deuxième grande ligne d'analyse consiste à affirmer que la participation des femmes à la lutte armée constitue déjà, en elle-même, une forme d'émancipation et une transformation fondamentale, à la fois pour l'organisation et pour les femmes elles-mêmes —opprimées, reléguées dans des activités domestiques, empêchées de participer à la sphère publique et politique, enfermées chez elles par les traditions, la famille, la pauvreté et/ou le racisme. Historiquement, c'est la ligne qui a prévalu dans la plupart des organisations de matrice « progressiste », chez leurs militant-e-s et les analystes sympathisant peu ou prou avec ces groupes. Face aux injustices sociales, la participation est présentée comme un « devoir », qui pour les femmes devient un « droit » (d'autant que les organisations cherchent à recruter et à se légitimer). Cette ligne d'analyse s'inscrit dans une optique classique selon laquelle quitter les champs ou les cuisines (la « prolétarianisation » liée à l'entrée sur le marché du travail et/ou dans une organisation révolutionnaire, les deux phénomènes étant éventuellement liés) constitue en soi une étape nécessaire de la Révolution. Peut s'y ajouter une version plus spécifiquement féministe, selon laquelle la domination des femmes serait liée à leur exclusion de la sphère publique. L'irruption de la guerre/violence dans « les cuisines » est alors présentée comme un accélérateur de l'histoire, une occasion certes brutale mais fort utile, pour les femmes, de faire une incursion libératrice en dehors de la sphère privée.

Souvent, ces différents discours soulignent les nombreuses mesures qui ont dû être prises et les stratégies complexes qui ont permis aux femmes de participer, en dépit de toutes les restrictions qui les frappent. En général, différentes propriétés sociales permettant ou entravant leur participation sont prises en compte (origine de classe et de « race » dans les discours des organisations ; auxquelles s'ajoutent dans les analyses sociologiques, l'histoire familiale et la position dans la fratrie, la « disponibilité biographique », etc.). Certains travaux évoquent aussi les hommes, soulignant qu'un travail en parallèle a été réalisé avec eux, par exemple pour limiter leur violence physique et sexuelle (notamment en réduisant leur usage de l'alcool et en régulant leurs relations sentimentales et sexuelles), ou pour les amener à une plus grande participation au travail d'intendance (cuisine notamment). Cette approche met aussi en avant un certain nombre de transformations concrètes de la situation des femmes —qu'on peut regrouper en quatre grandes

rubriques, liées entre elles. Accès à des formations (alphabétisation, apprentissage de la langue hégémonique du pays, santé générale et reproductive, formation politique, etc.), plus grande liberté de mouvement (hors de la sphère privée, du village, du pays), accès à des responsabilités (associatives, locales, électives...), transformation de la position dans les relations familiales (possibilité de retarder le mariage, de choisir le conjoint, de connaître plus d'un partenaire, de différer, de limiter, voire de choisir les naissances, etc.).

Quand la lutte armée prend fin, pour la population qui en ressort (plus ou moins) indemne, la pérennité de ces transformations s'avère souvent variable. Lorsque les changements sont trop en décalage avec le « sens commun » dominant, ou qu'ils ont été peu ou prou imposés par la contrainte (en particulier concernant le contrôle de la fécondité), ils disparaissent, voire font place à une véritable réaction conservatrice. Dans d'autres cas, ils persistent après le conflit et ont un impact au-delà des militant-e-s —sur leur famille, leur communauté ou l'ensemble du pays. En tout état de cause, comme j'ai eu l'occasion de le montrer, les avancées obtenues individuellement, et parfois collectivement, par une partie des femmes, s'avèrent finalement peu différentes de ce que d'autres femmes obtiennent par l'accès à l'éducation, au travail salarié et/ou à la migration.

De plus, il est intéressant d'observer que la frontière est mince entre cette ligne argumentative « progressiste » des organisations révolutionnaires historiques, et des propos qui pourraient s'avérer racistes, sexistes et classistes, selon lesquels les populations concernées (minorités ethniques, populations rurales) seraient particulièrement rétrogrades et que les femmes de ces populations auraient « attendu » l'impulsion généralement urbaine-masculine-de classe moyenne des organisations révolutionnaires, pour être « sauvées », selon la fameuse expression de Spivak⁴. Cette grille de lecture devient particulièrement problématique dans le cadre actuel quand elle véhicule un orientalisme qui s'ignore, voire une véritable islamophobie —comme l'illustrent toute une partie des discours actuels à propos des combattantes kurdes du PKK et du PYD.

En résumé, les deux grandes grilles d'analyse classique de la participation des femmes aux luttes armées s'avèrent, en dépit de leurs apports informatifs, relativement insatisfaisantes. D'une part, parce qu'elles négligent souvent la diversité des femmes, en particulier les inégalités de classe et de race. D'autre part, parce qu'elles ne permettent pas vraiment de comprendre la fragilité ou la relativité des transformations, clairement illustrées par les retours en arrière dès la fin des luttes —et par les avancées qui adviennent en dehors d'elles. Ces deux limites ont une même origine : l'idée que le genre relève principalement d'interactions interpersonnelles et de normes, et non de rapports sociaux structurels. Ce faisant, on se prive également d'analyser l'impact des autres rapports sociaux imbriqués (de classe et de race), et surtout, de comprendre les logiques profondes de la transformation et de la continuité de ces rapports sociaux avant, pendant et après la lutte armée, aussi bien au sein des organisations armées que pour l'ensemble des sociétés concernées.

2. De la fétichisation de l'accès aux armes à l'analyse de la *division sexuelle du travail de lutte armée*

⁴ A l'inverse, il ne faut pas minimiser la marginalisation économique, sociale et culturelle de certains espaces ruraux ou urbains, parfois considérable, qui peut limiter la conscience et la capacité de lutte des personnes qui y vivent.

Rappelons tout d'abord que l'on souhaite analyser des processus très variés —par la durée, l'étendue géographique, l'enracinement social, le contexte historique et géopolitique. Une différence particulièrement importante apparaît selon si la lutte armée analysée bouleverse l'ensemble de la vie politique, économique et sociale du pays, ou si elle est locale et que les institutions, les organisations politiques et les mouvements sociaux continuent à fonctionner à peu près normalement (ce qui permet ou non, des alliances pour renforcer l'organisation ou pour la critiquer). On gardera aussi à l'esprit qu'il ne s'agit pas d'exiger un fonctionnement « irréprochable » de la part d'organisations souvent modestes, pourchassées et précaires. La répression et les logiques de la clandestinité ont souvent à voir elles aussi avec les difficultés des femmes dans les organisations. C'est donc dans une perspective éminemment contextuelle qu'il convient de tenter de mesurer la persistance ou l'affaiblissement de la *division sexuelle du travail armé*.

A. Observer l'ensemble de la division sexuelle des tâches

Le fait que les femmes accèdent à des armes (quoique généralement les moins sophistiquées), voire à certaines responsabilités politiques et/ou militaires (même si aucune grande organisation armée connue n'a été dirigée par une ou des femmes), et que les hommes soient parfois invités à cuisiner ou réprimés en cas de viol, est souvent mis en avant, par les militantes en premier lieu, comme une preuve indiscutable (de volonté) d'égalité. Mais derrière la fétichisation de ces symboles, une série d'autres éléments doivent être observés.

D'abord, c'est *l'ensemble des tâches* nécessaires au fonctionnement de l'organisation qu'il faut analyser. Sont-elles globalement ségréguées, comme dans la vie civile ? Les femmes sont-elles massivement cantonnées aux tâches de reproduction et de logistique (cuisine, confection et entretien des uniformes, « petit ravitaillement », transmission des informations, éducation, santé) ? Sont-elles chargées des tâches monotones (par exemple : la cuisine), mais aussi physiquement éprouvantes (par exemple : le nettoyage des vêtements dans l'eau froide des rivières), voire particulièrement dangereuses (en particulier les liaisons radio, premières visées en cas d'attaque ; la fabrication de mines et bombes artisanales, qui explosent fréquemment durant leur confection, ou encore les missions de renseignement dans lesquelles elles sont enjointes à utiliser leur « féminité » pour passer inaperçues ou séduire les adversaires, quitte à risquer harcèlement ou violences).

Un deuxième point important concerne les positions d'*autorité*, absolue mais aussi relative. Les femmes sont-elles majoritairement placées dans des positions subordonnées à des hommes ? Ces hommes étaient-ils, déjà dans le civil, des membres de leur famille, leur père ou leur époux (comme c'est souvent le cas dans les guérillas paysannes ou « communautaires » où l'engagement est souvent familial) ? Dans le cas où les hommes sont en position hiérarchique supérieure (et éventuellement plus âgés, plus clairs de peau et d'une origine sociale plus favorisée), cela expose-t-il les femmes à des humiliations, du harcèlement sexuel, des viols ou d'autres abus ? La mise en couple (surtout avec un supérieur hiérarchique) est-elle un des principaux moyens pour les femmes de réduire le harcèlement de la part des autres hommes, et éventuellement d'obtenir une quelconque promotion dans l'organisation ? Conduit-elle au contraire ou simultanément à l'invisibilisation des actions et des positions politiques propres des femmes en couple ?

En troisième lieu, il convient de se demander si les *qualifications* apportées à la lutte ou progressivement acquises par les femmes sont reconnues ou minimisées, voire naturalisées et invisibilisées, en particulier leurs qualifications spécifiques —produites par les rapports sociaux de sexe. *Quid* par exemple de la responsabilité souvent imposée presque exclusivement aux femmes, de gérer la « douleur » et les effets de la répression —soigner les blessé-e-s, assister les

prisonniers, pleurer les mort-e-s, chercher les disparu-e-s? Or il s'agit d'un travail particulièrement pénible et de longue haleine, qui requiert des compétences considérables. De manière générale, comme dans la vie civile, force est souvent de constater que les qualifications des femmes sont très largement mises à profit par les organisations armées, mais que simultanément, on dénie leur effet sur l'assignation inégalitaire aux différentes tâches, aux possibilités de promotion interne et de « reconversion » ultérieure. Ainsi typiquement, une partie des hommes, ayant progressé dans la hiérarchie militaire durant le conflit, se recyclent ensuite avec une relative facilité dans la politique, la sécurité, la « débrouille armée » ou la délinquance, tandis que les femmes sont le plus souvent renvoyées dans la famille — même quand elles ont acquis des compétences qui les qualifieraient pour des postes d'institutrices, d'infirmières voire de chirurgiennes, de gardes du corps, de policières ou de dirigeantes politiques.

Enfin, face à l'adversaire, les femmes armées encourent des *risques particuliers*. Notamment, l'exposition à toutes sortes de violences sexuelles en plus des autres formes de torture : viols, transmission volontaire de maladies, grossesses forcées, avortements suite à des mauvais traitements, ou vol de leurs bébés. L'organisation prend-elle des mesures pour réduire ces risques spécifiques, ou au moins leurs conséquences — par exemple, en organisant l'interruption volontaire de grossesse et en combattant la stigmatisation consécutive aux viols ? Les militantes arrêtées, enlevées ou tuées sont-elles recherchées, secourues, appuyées comme les hommes dans les mêmes situations ? Leurs familles sont-elles aidées ? Les mortes sont-elles reconnues, et transformées en « martyres » au même titre que les hommes ? Finalement, alors qu'on sait que l'arrachement à l'environnement familial et local est socialement plus problématique pour les femmes que pour les hommes, surtout lorsqu'elles se retrouvent veuves et chargées de famille, existe-t-il une attention différentielle de la part de l'organisation en cas de déplacement forcé ou d'exil, par exemple dans les camps de réfugié-e-s ?

B. Le « tabou » de la vie affective et sexuelle dans la lutte armée

Souvent présentée comme « hors-sujet » face à la gravité de la guerre et/ou du processus révolutionnaire, et comme entourée de tabous culturels qu'il serait indélicat, voire contre-productif, de questionner, la régulation de la vie affective et sexuelle des militant-e-s au cours du travail de lutte armée doit au contraire être examinée de près. Déterminante pour leur bien-être quotidien, elle structure aussi et surtout en profondeur la participation différenciée des femmes et des hommes à ce travail de lutte armée.

Il convient donc d'abord de savoir comment la vie affective et sexuelle des militant-e-s est gérée par l'organisation : par action, par omission, et selon quelles considérations (éthiques, moralistes, tactiques ou stratégiques) ? Certaines organisations exigent l'abstinence, ou tout du moins des relations exclusives, devant être éventuellement approuvées par la hiérarchie et formalisées. La plupart décident de la possibilité pour les couples, d'être ou non physiquement réunis. Beaucoup interdisent les relations avec des personnes extérieures à l'organisation. Mais ces normes s'appliquent-elles avec la même rigueur pour les deux sexes ? Existe-t-il une obligation de fidélité ou à l'inverse de disponibilité sexuelle des femmes, et une tolérance voire un encouragement à la liberté sexuelle des hommes ? *Quid* du lesbianisme et de l'homosexualité (réelle ou supposée), et des personnes ne se conformant pas aux standards dominants de la féminité ou de la masculinité (qui peuvent, ou pas, être hétérosexuelles) ? Il convient dans ce cas de se demander s'il existe une discrimination directe, mais aussi éventuellement des formes d'exclusion sous d'autres prétextes (plus difficiles à combattre). Existe-t-il des sanctions en cas de manquement, sont-elles différentes selon le sexe — par exemple, une dirigeante ayant des aventures avec des personnes extérieures à la cause peut-elle être accusée de trahison, alors que le

même comportement est considéré comme normal et valorisant venant d'un dirigeant ? Comment la « séduction » et la « jalousie » entre militant-e-s sont-elles gérées ?

A cet égard, l'éventuelle constitution d'unités féminines séparées, une mesure souvent très publicisée par les organisations elles-mêmes et présentée comme une avancée pour les femmes— peut en fait obéir avant tout à la volonté de réguler les relations sexuelles et sentimentales entre femmes et hommes, ainsi que la fécondité des militant-e-s, en les maintenant séparé-e-s autant que possible. Comme dans toutes les situations où un groupe opprimé se trouve organisé à part, les tenants et les aboutissants de ce type de mesure doivent être analysés attentivement. Parfois souhaitée par les femmes elles-mêmes, elle leur permet souvent de gagner en assurance et en visibilité, mais peut les conduire sur des « voies de garage », loin des structures mixtes ou exclusivement masculines où les décisions centrales sont prises. Ainsi, l'éventuelle séparation des sexes en vue d'optimiser leur travail pèse de manière ambivalente sur les possibilités de « développement politique » et d'accès à d'éventuelles positions de pouvoir, des femmes, et sur leur participation aux luttes armées.

C. La « conciliation » avec les responsabilités familiales, avant, pendant... et après

Enfin, il convient de s'intéresser à la façon dont l'organisation interfère avec les responsabilités familiales des militant-e-s. Trois grands points doivent être analysés : les responsabilités familiales préexistant à l'engagement (enfants, partenaires, parents), celles acquises durant celui-ci (en particulier, le fait de tomber enceinte ou de devenir père ou mère, mais aussi les processus de recomposition familiale entraînés par le veuvage, l'emprisonnement, la disparition, le déplacement forcé), et enfin, ce qui se passe après le conflit. En d'autres termes, comment l'organisation permet-elle aux femmes et aux hommes d'articuler leur « travail armé » et leur vie familiale ? Ces questions sont d'autant plus cruciales que la plupart des luttes —et l'engagement— durent généralement bien plus longtemps que prévu initialement.

La gestion des situations familiales antérieures à la participation dans l'organisation est particulièrement importante. En effet, on sait que très souvent et par opposition aux hommes, les femmes sont empêchées de s'engager pleinement, voire de s'engager tout court, du fait des responsabilités familiales que la société leur impose et/ou qu'elles assument —nous y reviendrons.

Les responsabilités familiales contractées durant l'engagement font souvent l'objet d'une certaine attention de la part des chercheur-e-s et d'un discours officiel des organisations. Les questions de contraception et d'avortement sont généralement abordées explicitement, même si c'est généralement avec retenue pour ne pas froisser les convictions morales ou religieuses des militant-e-s, de leur famille ou des sympathisant-e-s extérieur-e-s. Dans la plupart des cas, afin de ne pas perdre « des hommes » à cause d'une éventuelle grossesse/accouchement/maternité, les organisations enjoignent aux militantes de limiter les grossesses, préconisant et fournissant différents moyens de contraception et parfois d'avortement —rarement les meilleurs pour leur santé. Mais les hommes sont-ils simultanément encouragés à prendre leurs responsabilités en termes contraceptifs et parentaux ? Ensuite, les femmes peuvent-elles véritablement *choisir* de ne pas tomber enceintes ou au contraire de procréer au moment qu'elles jugent opportun ? Sont-elles parfois contraintes d'utiliser la contraception, voire d'avorter ? Qui en décide ? La femme, son compagnon, l'organisation ? Les choses changent-elles si la femme est gradée, ou si son compagnon, lui, l'est, et souhaite laisser une descendance ou au contraire pouvoir fréquenter plusieurs femmes sans souci ? Quand une femme tombe enceinte, fait-elle l'objet d'attentions particulières en termes alimentaires et d'efforts physiques à fournir, ou est-elle au contraire soupçonnée de vouloir quitter le front et/ou l'organisation, subtilement rétrogradée, voire officiellement sanctionnée ? Après l'accouchement, est-elle obligée de laisser le bébé et de trouver

toute seule des arrangements pour ce faire, ou l'organisation fournit-elle des sortes de crèches, voire un appui financier? Enfin, quelles sont les préconisations de l'organisation pour les sympathisantes qui ne participent pas directement à la lutte armée: sont-elles pour leur part chargées de produire un maximum de révolutionnaires?

Un dernier point éclaire rétrospectivement les autres: que se passe-t-il quand femmes et hommes quittent l'organisation? Les choses sont bien sûr très différentes selon les raisons qui motivent la sortie. Si celle-ci a lieu suite à des négociations de paix, il faut savoir si des accords en faveur des femmes ont pu être obtenus (accès à des terres, des emplois ou des études, reconnaissance des qualifications acquises dans la lutte). Si la sortie est individuelle, il importe de savoir pourquoi elle a lieu, car la situation des femmes et des hommes diffère souvent, pour plusieurs raisons. D'abord, les départs pour raisons familiales tendent à être plus nombreux pour les femmes —et comme on l'a vu plus haut, ils sont susceptibles d'être moins bien « accompagnés » dans le cas des femmes. Ensuite, les départs pour cause de désaccord politique peuvent être plus nombreux chez les femmes, plus enclines que les hommes à critiquer ce qu'elles considèrent comme des manières « masculines » de concevoir la lutte —en particulier, le fait d'accorder plus d'importance aux questions militaires qu'aux problèmes politiques et sociaux, ou certaines formes d'autoritarisme et d'exercice solitaire, népotique et/ou corrompu du pouvoir. Les femmes ont d'ailleurs souvent « moins » à perdre que les hommes, en quittant les organisations⁵. Enfin, il convient de se demander si une partie des départs des femmes n'est pas tout simplement due au découragement/refus vis-à-vis de pratiques sexistes (harcèlement, viol, non-respect de leur autorité et non-reconnaissance de leur travail, impossibilité d'avancement), que les hommes connaissent beaucoup plus rarement.

Or les départs pour cause de désaccord politique, outre qu'ils peuvent être plus nombreux pour les femmes, peuvent conduire à des situations bien différentes selon le sexe. Alors qu'une partie des hommes quittent l'organisation pour créer des structures politiques concurrentes, beaucoup de femmes se retrouvent seules, mises à l'écart et discréditées après leur départ. La situation est particulièrement dure pour les femmes prolétaires, rurales et/ou racisées. Alors que certains hommes troquent le fusil pour un siège de député, un poste de maire ou une situation de potentat local, plus d'une femme abandonne (ou est démise de) ses responsabilités politico-militaires, mêmes élevées, pour (re)devenir mère au foyer, paysanne, vendeuse ou femme de ménage —surtout si elle n'est plus toute jeune et qu'elle n'est ni urbaine, ni blanche, ni riche...

On vient de le voir, le concept de division sexuelle du travail armé permet de mettre en évidence, de manière systématique, de profondes différences dans la participation et le statut des femmes et des hommes, que cachaient la fétichisation de l'accès aux armes et les analyses classiques en termes de participation comme transformation en soi et de nouvelles identités. Il permet par exemple de saisir globalement comment la possible naturalisation et non-reconnaissance des qualifications des femmes conduit à une ségrégation des tâches et des responsabilités, ou comment la question de l'articulation des responsabilités armées et familiales construit une participation féminine à éclipse, marginale et souvent rendue « informelle », qui débouche à son tour sur une cessation de participation plus fréquente et plus problématique.

3. Les questions qui fâchent : reconnaissance, rétribution et luttes internes des femmes

⁵ Dans le sens où elles perdraient moins « d'avantages » ou de « pouvoir ». Dans une autre perspective, les femmes peuvent perdre plus que les hommes en quittant l'organisation, par exemple quand elles ont « sacrifié » leur vie de famille, ou « perdu » des enfants ou d'autres proches, ou même dans la mesure où elles se seraient consacrées corps et âme, exclusivement, à l'organisation.

Pour finir, examinons deux questions généralement passées sous silence, mais centrales. D'abord, le fait de recevoir un bénéfice personnel direct de la lutte armée, un thème souvent tabou —surtout concernant des femmes. Pourtant, la reconnaissance et la rétribution du travail (en général) sont au cœur des différences entre hommes et femmes. Ensuite, les luttes internes pour la maîtrise de l'organisation même du travail (armé) et surtout de ses finalités. Se pose alors la question des moyens de lutte (individuels et collectifs) à disposition, de leurs objectifs (catégoriels ou généraux) et finalement de leurs résultats.

A. Tant d'efforts pour quels bénéfices ?

Taboue en général, la question des bénéfices de la participation à la lutte armée est d'autant moins étudiée chez les femmes que ces dernières sont censées être désintéressées et altruistes du fait de leur sexe et que, souvent, leur participation passe pour une évidence naturelle, un devoir, ou à l'inverse une sorte de privilège. Pourtant, il existe clairement des « récompenses » et des coûts, dont la différence permet d'estimer des bénéfices éventuels.

Concernant les *récompenses* officielles et officieuses de la participation, plusieurs points méritent qu'on s'y arrête. D'abord, on pourra examiner la *reconnaissance symbolique* —celle qui ne coûte rien et qu'il n'est pas malséant d'attendre— quoique la « modestie » assignée aux femmes les conduise souvent à éviter cette reconnaissance. De ce côté, on se demandera si les femmes (et lesquelles) en bénéficient autant que les hommes. Combien de fronts, d'opérations militaires, d'écoles de formation reçoivent des noms de camarades tués en combat ? Quels visages sont progressivement héroïsés et iconisés, et pourquoi ? Et quelles conséquences concrètes produit cette reconnaissance ou invisibilité à titre individuel (nominatif ou anonyme) et collectif (comme groupe de sexe) ? En particulier, quelles en sont les conséquences sur les possibilités de promotion, jusqu'aux plus hautes fonctions et responsabilités politiques et à plus forte raison militaires ? Par ailleurs, qu'en est-il des (im)possibilités de transmission (entre femmes, ou entre hommes et femmes) de savoir-faire et compétences —souvent acquises informellement mais extrêmement utiles ?

Ensuite, on se demandera s'il existe une *rétribution* du travail armé, dans l'organisation, par exemple une solde fixe ou aléatoire, ou une sorte de dédommagement (nourriture, vêtement, gîte), et/ou des avantages « en nature » (une poule égarée, un véhicule réquisitionné, un logement abandonné, ou une voiture et un garde du corps officiel). Cette rétribution est-elle variable selon le rang hiérarchique des personnes et leur sexe, leur ancienneté, leurs besoins (famille nombreuse par exemple) ? Existe-t-il en plus, ou à la place, des formes d'auto-rétribution sur lesquelles l'organisation ferme les yeux —larcins, vols caractérisés, trafics, extorsions, possibilité de forcer sexuellement des tierces personnes ou de les obliger à travailler, comme dans le cas d'enlèvement de femmes forcées à devenir des « épouses » d'hommes en armes ou des femmes à tout faire sur les fronts ? Et comment évaluer l'attrait que les positions de pouvoir de certain-e-s exercent sur d'autres et qui permet notamment à certain-e-s dirigeant-e-s d'accumuler les relations sexuelles avec des plus jeunes ? On se demandera si ce type de rétributions est accessible aux femmes —et s'il est susceptible de les intéresser.

Concernant les *coûts* de la militance armée, ils sont eux aussi individuels et collectifs. Il convient d'y prêter une grande attention, car dans certains cas, il s'avère que ce sont en fait les femmes qui soutiennent matériellement, voire carrément financièrement l'organisation —et par voie de conséquence, ses membres de sexe masculin. Trois domaines doivent être étudiés. D'abord, les arrangements apparemment « privés » qui permettent à bien des hommes de s'engager à temps plein, alors que leur compagne, militante armée ou non, se charge d'assurer le

travail d'élevage des enfants, le travail domestique, et même bien souvent, la survie économique de la famille. Ces arrangements privés constituent en fait une véritable subvention des femmes à la participation des hommes. Ensuite, les arrangements avalisés, voire directement mis en place par l'organisation, qui permettent également à certain-e-s de s'engager à temps plein tandis que d'autres militant-e-s exercent une activité salariée et versent leur obole pour contribuer à la « libération » de certain-e-s camarades. On se demandera par exemple de quel sexe est la majorité des permanent-e-s stipendié-e-s par l'organisation, et même si cela est généralement impossible à vérifier, on pourra essayer d'évaluer les contributions financières des différent-e-s militant-e-s. Enfin, sur le plan des arrangements collectif, on cherchera à savoir si les groupes de femmes officiellement ou officieusement liés à telle ou telle organisation armée, ne sont pas utilisés, en partie ou totalement, pour drainer des financements vers l'organisation. Dans certains cas, cela est fait avec l'accord ou du moins l'aval des dirigeantes, de ces groupes voire de l'ensemble des participantes. Dans d'autres, des gestions sont faites en leur nom sans qu'elles le sachent, ou même à leur corps défendant, et l'argent leur est extorqué au nom de la Cause... Ainsi, au total, il convient de se demander non seulement si l'organisation armée rétribue symboliquement et matériellement les femmes (et lesquelles) avec équité, mais également si elle ne fonctionne pas pour ainsi dire à leurs crochets.

B. Contrôle de l'organisation et des finalités du travail armé : les luttes internes des femmes

Pour finir, si la lutte armée peut être analysée comme un travail, alors il est légitime de se demander qui en contrôle l'organisation et surtout les fins. Au-delà du possible accès de certaines femmes (aidées par une position de classe et de race privilégiée) à certaines armes et positions de pouvoir, qui contrôle l'organisation pratique du travail armé, ses orientations politiques générales et ses décisions stratégiques ? L'analyse critique devrait inclure deux grands points : les participant-e-s sont-elles/ils satisfait-e-s de leur propre place et de leurs propres « gains » dans l'organisation ; sont-elles/ils satisfaits du mode de fonctionnement et des objectifs en général ? Et existe-t-il des stratégies individuelles ou collectives et des instruments pour modifier soit l'organisation du travail armé, soit ses fins, soit les deux ? On peut même se demander dans quelle mesure il peut apparaître une critique interne préconisant à un certain moment, l'arrêt de la lutte armée —soit en vue de négociations, soit par analyse stratégique ou plus « humanitaire » selon laquelle la situation n'appelle plus une lutte armée mais politique ? Et dans ce cas, les femmes y jouent-elles un rôle particulier ?⁶

Parmi les questions qui se posent, apparaît celle d'éventuelles convergences ou divergences de stratégies individuelles (généralement impulsées par des femmes plus scolarisées, urbaines, de classe et race plus privilégiées, parfois « choquées » en arrivant sur des fronts de guerre ruraux) avec des luttes collectives. Or, dans la plupart des cas, les organisations armées tolèrent mal, ou pas du tout, l'apparition à l'interne de structures autonomes (comme des groupes de femmes), et moins encore que ces structures cherchent éventuellement des appuis extérieurs (par exemple avec un mouvement féministe national ou international). Il faut donc examiner attentivement les éventuels groupes de femmes au sein de l'organisation : ont-ils été créés par les femmes elles-mêmes, pour des buts qu'elles ont définis, ou sont-ils le fruit d'une volonté masculine ou de

⁶ On pense ici à des exemples au Chiapas et au Salvador, où des femmes dirigeantes très haut placées ont estimé nécessaire, pour l'une, de négocier en vue de la paix, pour l'autre, de quitter ses responsabilités spécifiquement militaires. La première (n° 2 de l'organisation) a été assassinée par le n°1 qui préconisait la lutte populaire prolongée. La deuxième, fondatrice de l'organisation et épouse du porte-parole, a finalement été renvoyée au rang de militante de base puis a préféré quitter l'organisation. Dans le cas du Guatemala, on pense à un dirigeant qui a préconisé et pratiqué le retour à la lutte purement politique, accompagné d'un groupe comprenant plusieurs femmes.

l'organisation, et destinés à servir les buts de l'organisation ? Dans certains cas, les deux situations sont simultanément vraies, ou les deux intentions convergent —comme parfois lors de la création d'unités exclusivement féminines déjà évoquées plus haut. Dans d'autres, les groupes de femmes, d'abord créés en fonction des intérêts de l'organisation (par exemple, favoriser la diffusion de la contraception ou se donner une « bonne » image, internationale notamment), acquièrent progressivement une certaine autonomie et réclament ensuite l'achat de serviettes hygiéniques, une plus grande reconnaissance de leur participation aux combats ou de meilleures armes.

Quant aux *finalités* des luttes internes pour le contrôle du travail armé (ici des luttes des femmes), plusieurs objectifs peuvent coexister. Certains, très immédiats, peuvent concerner les femmes en tant que corps femelles —devant résoudre notamment la question de la menstruation, parfois d'une moindre force physique, ou encore de maladies spécifiques comme le cancer du col de l'utérus ou les infections causées par des stérilets mal posés. D'autres objectifs visent à minimiser les effets négatifs de la position sociale des femmes (exposition à la violence, au harcèlement sexuel, à la grossesse non désirée, etc.). D'autres encore, de grande importance comme on l'a vu plus haut, concernent la reconnaissance de leur participation.

A un niveau plus général, celui de la bataille pour la définition des orientations globales du projet armé, les luttes internes peuvent également concerner différents points. Existe-t-il (de la part des femmes, de certaines femmes, de certaines femmes et hommes) des luttes visant à modifier, non pas des situations individuelles mais les rapports sociaux de sexe dans leur ensemble, que ce soit à l'intérieur de l'organisation, et/ou dans la société toute entière ? Existe-t-il des luttes pour le contrôle de la définition du projet économique, politique et social de l'organisation ? Sur ce point, j'ai suggéré qu'il était pertinent d'interroger en particulier les modèles de familles que les organisations armées préconisaient pour la société « future », mais aussi ceux sur lesquels ils assaient leur recrutement, leurs modèles d'autorité et leurs logiques de relations inter-personnelles internes (par exemple, autorité patriarcale, logiques endogamiques voire incestueuses, violentes). De cela dépend en effet également toute une partie du projet économique et politique. Par exemple, dans les nombreuses luttes qui émanent du monde rural, préconise-t-on comme horizon la petite agriculture familiale — qui implique quasi nécessairement l'exploitation des épouses et des enfants ? J'ai également proposé d'examiner le type de « culture » qui est mis en avant, notamment quand il s'agit de « préserver » ou de soutenir l'expansion de tel ou tel groupe ethnique : est-elle imprégnée de valeurs patriarcales et/ou lesbophobes ? Bien évidemment, d'innombrables autres questions peuvent être posées. En tout état de cause, il est intéressant de savoir comment sont définies et éventuellement transformées les finalités du travail armé, et s'il existe d'autres possibilités pour résoudre les différences, que l'exclusion ou l'élimination physique.

Partant du constat des multiples tentatives d'instrumentalisation par différents acteurs de la participation des femmes aux différentes luttes armées, participation souvent méconnue quoique survisibilisée, j'ai proposé ici un schéma général permettant à la fois de la documenter et de l'évaluer plus systématiquement et, je l'espère, plus utilement. En effet, j'ai proposé à la fois un *outil* et une *perspective* d'analyse intimement liés entre eux et tous deux issus d'un corpus théorique solide — le féminisme matérialiste.

L'outil d'analyse est le concept de *division sexuelle du travail armé*. La perspective est celle de l'affirmation de l'existence de *rapports sociaux de sexe*, traversant aussi bien les luttes analysées que les sociétés dans lesquelles celles-ci prennent place. Combinés à des rapports sociaux de classe et de « race », ces rapports sociaux de sexe pèsent avant, pendant et après la lutte, sur les décisions des actrices, des acteurs et des organisations. L'engagement dans la lutte n'advient pas dans un vide biographique ni dans un temps social suspendu. Les rapports sociaux imbriqués

constituent à la fois le cadre de possibilités des luttes et leur enjeu. En d'autres termes, il ne suffit pas de savoir si « des femmes participent », mais si cette participation leur permet de transformer leur position dans ces rapports sociaux, et si la lutte elle-même transforme ces rapports dans l'ensemble de la société concernée. Les différentes modalités de cessation individuelle ou collective de la participation, elles aussi, doivent être prises en compte : la participation à la lutte armée, en dépit des discours héroïques ou stigmatisants, fait partie d'un continuum biographique et historique qui lie le temps appelé de paix et le temps de guerre ouverte — tant il est vrai que la lutte armée est la continuation de la lutte politique par d'autres moyens, et inversement.

Il ne s'agit donc pas de désespérer devant la multiplicité des niveaux à examiner et le bilan parfois peu stimulant qui s'en dégage : en dépit de leurs objectifs de rupture, les luttes armées ne sauraient se dégager magiquement des contradictions qui traversent les sociétés qu'elles combattent. Elles constituent cependant un baromètre fort révélateur de ces contradictions, de la conscience que peuvent en acquérir les individus et les organisations, et l'un des outils possibles pour les faire éclater. Il faut pour cela, toutefois, que ces contradictions soient clairement posées.

Bibliographie personnelle sur la participation des femmes à la lutte armée

- 1996 a "Les Indiennes veulent que leurs oppresseurs les regardent dans les yeux". In : Gómez, Luis (coordinateur), *Mexique : du Chiapas à la crise financière*, Futur Antérieur. Paris : L'Harmattan. pp 121-130.
- 1996 b "Entre rupture et reproduction : femmes salvadoriennes dans la guerre révolutionnaire (1981-1992)". *Nouvelles Questions Féministes*, Vol. 17, n°2, pp 5-38.
- 1997 a "Les Salvadoriennes et la guerre civile révolutionnaire". *Clio, Histoire, femmes et sociétés*, n°5, pp 117-131. Toulouse : Presses universitaires du Mirail.
- 1997 b Thèse : *Femmes, projets révolutionnaires, guerre et démocratisation : l'apparition du mouvement des femmes et du féminisme au Salvador (1970-1994)*, IHEAL -Sorbonne, sous la direction de Christian Gros. 1222 p.
- 1999 "La coutume mise à mal par ses gardiennes mêmes : revendications des Indiennes zapatistes". *Nouvelles Questions Féministes*, Vol 20, n°2, pp 87-116. Egalement paru en espagnol (2001).
- 2002 "Le mouvement des femmes dans la "démocratisation" d'après guerre au Salvador", *Les Cahiers du Genre* n°33, pp. 179-200, GEDISST-CNRS. Egalement paru en espagnol (2002).
- 2002 *Izta, la croisée des chemins*. Paris : Editions gaies et lesbiennes. 176 p. (Roman inspiré de mes recherches sur la participation des femmes aux luttes révolutionnaires en Mésoamérique). Egalement paru en espagnol (2004).
- 2003 "Division sexuelle du travail révolutionnaire : réflexions à partir de la participation des femmes salvadoriennes à la lutte armée (1981-1992)", *Cahiers d'Amérique Latine*, n°40, IHEAL-CNRS, Paris. Pp 109-128. Egalement paru en espagnol (2007).
- 2005 « Trois questions aux mouvements sociaux « progressistes ». Apports de la théorie féministe à l'analyse des mouvements sociaux». *Nouvelles Questions Féministes*, Vol. 24, n°3, pp 18-35. Egalement paru en portugais (2006)
- 2009 « A qui appartiennent les femmes ? L' "arrondissement des femmes" par les mouvements sociaux mixtes et leur possible autonomisation : une analyse féministe ». In : *L'action collective face à l'imbrication des rapports sociaux. Classe, ethnicité, genre*. Paris : L'Harmattan.